Le Monde libertaire - n°94
octobre 1963
Fédération anarchiste

ESPAGNE SANGLANTE: ASSOCIATION DE MALFAITEURS...

Nous sommes à Londres. Un généàral qui deviendra célèbre organise la lutte pour la libération de son pays. En France, des hommes se battent dans la clandestinité et meurent pour ce qu'ils considèrent comme la liberté; *«association de malfaiteurs»*? N'insultez pas la Résistance avec un grand R! Nous sommes à Madrid. Un général qui deviendra célèbre jette contre le peuple ses mercenaires qui brûlent, violent, tuent, donnant le feu vert à l'une des plus effroyables boucheries que l'humanité ait connue; *«association de malfaiteurs»*? Faites erreur, il s'agit de rétablir l'ordre! Mais par contre, si en France, la police apprend que des proscrits se réunissent pour évoquer ensemble l'instant magnifique où le coupe-jarrets qui opprime l'Espagne rejoindra Hitler et Mussolini, ses complices, elle saisira la Justice et celle-ci, qui est restée telle que La Fontaine l'a peinte, brandira une arme de circonstance destinée à masquer la violation du droit d'asile. Cette arme, c'est l'*ASSOCIATION DE MALFAITEURS*.

Et c'est avec stupeur que la population a appris l'inculpation destinée à violer un droit dont bénéficièrent sous d'autres cieux Victor Hugo, Lénine, et même Charles De Gaulle et que chez nous la réaction la plus rétrograde considérait comme une tradition. Mesure arbitraire qui frappe des militants libertaires espagnols, membres de la C.N.T., fer de lance de ce peuple magnifique abandonné en 1936 par les *«démocrates»,* oublié en 1944 par les *«libérateurs»*. Accusés d'avoir constitué une *«association de malfaiteurs»*, nos camarades de la C.N.T. sont aujourd'hui jetés en prison par De Gaulle, le général de Londres devenu le préfet du palais de Franco, le général de Madrid.

«Association de malfaiteurs, répondait un des militants arrêtés à celui qui l'interrogeait et qui baissait la tête, *cela ne me concerne pas! Je ne suis associé avec personne et je ne suis pas un malfaiteur. Je suis un anarchiste»*.

Malgré le silence d'une presse, soit aux ordres du gouvernement, soit à la solde d'un parti inexistant en Espagne bien qu'il prétende monopoliser la lutte qu'y mène la résistance clandestine, malgré donc les efforts de la presse pourrie, les nouvelles commençaient à percer. Dans la péninsule, la lutte avait reprise avec son âpreté légendaire. Dans les usines, le mécontentement des ouvriers obligeait les *«syndicats verticaux»,* courroie de transmission de la phalange vers les masses, de se créer une fausse gauche, destinée à abuser le peuple, mais la réponse des travailleurs fut la grève des Asturies qui ne laissa place à aucune équivoque sur les sentiments des ouvriers envers les syndicats officiels. A l'étranger, la résistance s'attaquait aux grosses compagnies, complices du dictateur. A l'intérieur, les militants moins heureux que le gaulliste qui abattit Philippe Henriot manquaient Franco d'un cheveu. C'est alors que le dictateur espagnol exigea l'application du pacte conclu entre les polices des deux pays â l'occasion d'un voyage que fit Frey à Madrid il y a moins d'un an, voyage dont le but était de négocier en échange des libertés dont jouissaient les antifascistes espagnols réfugiés sur notre sol, la neutralisation de quelques militaires, reliquat des bandes de l'O.A.S. protégé jusqu'alors par le franquisme. Troc infâme, qui illustre la politique constante pratiquée par Franco et inaugurée par le meurtre de Companys, livré par un gouvernement abject auquel celui de Pompidou semble vouloir emboîter le pas. Devant les exigences du fascisme, Frey s'inclina et c'est alors que dans les officines où la basse police tient ses assises, un complot contre les républicains espagnols fut monté, complot qui avait pour but de suppléer à l'organisation clandestine inexistante sur notre sol et que cependant Frey s'était engagé à livrer.

A Paris, l'application du plan Frey, revu et corrigé par la police franquiste qui dépêcha des commissions rogatoires (exact) reprises à leur compte par la D.S.T., fut rapide. A l'aube, sept militants de la C.N.T. et cinq autres appartenant au groupe Louise Michel étalent appréhendés. Les locaux de la Fédération Anarchiste, de la C.N.T. espagnole, du groupe Louise Michel étaient perquisitionnés. Dans toutes les grandes villes, et parallèlement aux opérations parisiennes, des militants de la C.N.T. étalent arrêtés, d'autres français ou espagnols momentanément absents, recherchés.

Notre réaction ne fut pas moins rapide. Répondant à notre appel, les organisations ouvrières, la *Ligue des Droits de l'Homme*, les organisations syndicales, sauf bien entendu la C.G.T. trop occupée par sa délégation internationale qui doit rendre visite aux syndicats franquistes, élevèrent de vigoureuses protestations contre cette atteinte aux droits des gens. Grâce surtout à l'intervention du bureau confédéral Force Ouvrière, organisation à laquelle appartenait la majorité des travailleurs arrêtés, un certain nombre d'entre eux furent relâchés.

Mais, à Paris, malgré nos efforts, sept militants des *Jeunesses Libertaires Ibériques* et de la C.N.T. furent écroués, rejoints depuis par d'autres arrêtés en province. Que leur reproche-t-on?

Les opération de police, menées sur commissions rogatoires délivrées par la police franquiste, sont au regard de la loi justifiées par deux plaintes très ouvertement sollicitées par les services de Frey et sur lesquelles nous reviendrons plus tard. Ces plaintes visent l'action d'un *Comité de Libération Ibérique* dont le siège comme l'activité se trouvent en Espagne et en conséquence ne relèvent pas de notre juridiction. En réalité, pour Frey, il s'agit d'impliquer les *Jeunesses Libertaires Ibériques* dans les actions de ce Comité qui se trouve à l'étranger! La ficelle est un peu grosse. Les *Jeunesses Libertaires Ibériques* sont en France depuis la Libération, sans qu'aucune police n'ait jusqu'alors trouvé à y redire. Elles tiennent des congrès publics; leur activité est purement conforme à l'activité accordée dans tous les pays civilisés à l'émigration politique. Celle par exemple qui fut tolérée à Lénine ou à Trotsky par des gouvernements français pourtant réactionnaires. Et brusquement cette fripouille de Frey essaye de transformer cette organisation parfaitement légale en une officine terroriste. Personne ne le croira, mais ce dont tout le monde se rend compte aujourd'hui, c'est que Frey implique les *Jeunesses Libertaires Ibériques* pour justifier la répression barbare de Franco contre son opposition intérieure.

Disons-le tout de suite. Les perquisitions ont été un fiasco complet. Rien, je dis bien, rien, n'a été trouvé qui justifie l'accusation d'association de malfaiteurs. Certes, un peu partout, on a trouvé le matériel «légal i- que possède toute organisation et tout militant pour accomplir son travail *«légal»* de propagande. Les policiers, dégoûtés d'ailleurs d'être mis au service de Franco, en convenaient eux-mêmes bien volontiers. Et pourtant les antifascistes espagnols sont restés en prison!

C'est la démonstration que le motif importait peu, et qu'il fallait avant tout donner satisfaction à Franco, comme on lui avait déjà donné satisfaction en étouffant l'affaire de l'attentat commis au siège de la C.N.T. à Toulouse, par les bandes franquistes qui circulent librement dans le pays où elles jouent le jeu classique des agents provocateurs, repèrent et dénoncent les antifascistes à la police de Madrid.

L'accusation portée contre nos camarades est ridicule. Mais ne nous y trompons pas, le ministère de l'Intérieur le sait. Pour qu'il s'obstine malgré tout à garder en prison des innocents, il faut que les motifs qui l'obligent à mettre la légalité en vacances soient puissante. Notre vigilance ne doit donc en aucun cas se relâcher si nous voulons faire échouer le *«coup du lapin»* que les escarpes de la D.S.T. préparent aux républicains espagnols en exil.

Certes, nous avons déjà entamé le combat sur le plan judiciaire et rien ne sera négligé pour qu'ils bénéficient de toutes les garanties juridiques qu'accorde la loi. Mais il faut le dire clairement, c'est autre part que se jouera leur sort! Les syndicalistes de la C.N.T. inculpés, les militants de la *Fédération anarchiste* poursuivis appartiennent à la classe ouvrière, et c'est à la classe ouvrière de les prendre sous sa protection. Seule la classe ouvrière peut faire échouer le mauvais coup que Frey a monté avec soin.

Déjà un profond mouvement de solidarité s'est déclenché. Des milliers d'affiches ont été placardées à Paris et en province. Une proclamation signée par une trentaine d'intellectuels a été diffusée par la presse, des articles ont été ou seront écrits pour alerter l'opinion publique. Un *Comité de défense* est en formation, une souscription a été ouverte. Mais le poids a été surtout mis par les organisations syndicales et en particulier par la *Confédération Force Ouvrière*. Sur le bureau du juge Alain Simon comme sur la table du directeur de l'agence *France-Presse,* les communiqués s'amoncellent. Ce sont les Fédérations des Transports, des Métaux, de l'Alimentation F.O., les Syndicats du Bâtiment, des Employés, de l'Éclairage, les Unions départementales de la Seine, du Loiret, etc... Il serait trop long de les citer tous. Il faut absolument que ce mouvement se développe. Votez des résolutions. Envoyez-les à *France-Presse*, au *Palais de Justice*. Exigez des journaux de province leur publication. Il faut que nos camarades qui, en ce moment, comparaissent devant le juge d'instruction, sentent autour d'eux la solidarité nationale et internationale d'un prolétariat directement concerté par l'agression brutale de Frey et de ses services.

La lutte du peuple espagnol, qui sera dure, passe naturellement par plusieurs étapes. Celle que nous vivons est essentielle. Elle déchire le voile!

Les hommes qui luttent et meurent là-bas appartiennent aux deux grandes centrales syndicales U.G.T. que la C.N.T. unit aujourd'hui en une alliance dont l'aile marchante est le mouvement libertaire. Ce n'est pas nous qui, le proclamons: c'est Franco lorsqu'il exige de De Gaulle des mesures qui, celui-ci ne l'ignore pas, vont soulever l'indignation de la population.

Ni le cinéma orienté, ni les parades du cirque de Moscou, ni les mensonges savamment exploités par une presse bourgeoise intéressée à brandir l'épouvantail communiste n'y changeront rien. L'Espagne libre sera socialiste et libertaire, les hommes qui luttent là-bas n'ont rien à voir avec ceux qui y envoient des délégations syndicales. Oui le voile est déchiré, l'hypothèque communiste levée, et chacun peut, en connaissance de cause, se prononcer sur les agissements des polices parallèles de Madrid et de Paris.

Et c'est parce que nous savons cela que la lutte que nous menons libérera nos camarades espagnols et démasquera la collusion des gouvernements, quelle que soit l'étiquette dont ils se recouvrent le visage. Cette lutte n'est pas seulement un devoir de solidarité, mais aussi, mais surtout, une démystification qui a pour but de balayer les faux problèmes pour ne laisser en lumière que les évidences. Un combat de propagande qui préparera l'étape suivante, qui mettra fin à la véritable association de malfaiteurs, celle que constitue la clique de De Gaulle et de Franco associés pour une même œuvre pie, la destruction du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Maurice JOYEUX,